

TRANSITION ÉCOLOGIQUE ET ÉNERGÉTIQUE

La précarité énergétique, sujet absent des Présidentielles

29 MARS 2022 · PAR RÉDACTION UP MAGAZINE

COMMENCEZ



Alors que la population française subit une flambée des prix de l'énergie dont les effets sur les factures vont se faire ressentir pendant plusieurs années, la campagne présidentielle passe sous silence la question fondamentale de la rénovation énergétique de notre parc de logements. Les bénéfices économiques qui découlent d'investissements dans la rénovation performante sont pourtant très importants pour les ménages, les entreprises, et toute l'économie française en général. Aujourd'hui encore plus qu'hier la précarité énergétique est aux portes de beaucoup de gens. Que se passera-t-il si l'on ne fait rien ? Quelles réponses pouvons-nous donner à cette crise ? Entre la crise environnementale, la crise énergétique, les habitations « passoires énergétiques », la guerre en Ukraine qui aura des répercussions sur toute l'Europe, n'est-il pas temps de saisir l'occasion d'accélérer l'accompagnement des habitants et la prise de décisions des rénovations ?

Se chauffer au gaz ou à l'électricité, dans des logements peu performants énergétiquement, va devenir un luxe que beaucoup de ménages français ne pourront pas se permettre. Face à la hausse des tarifs des énergies – plus 41 % pour le gaz et plus 3 % pour l'électricité en 2021 (selon l'Insee), avant même les conséquences de la guerre en Ukraine – les phénomènes de privations, d'inconfort liés au froid dans les logements et les difficultés à payer les factures augmentent en France.

Une précarité énergétique qui touche déjà actuellement environ 6,7 millions de « passoires énergétiques » parmi les résidences principales du parc privé français, c'est-à-dire des logements particulièrement énergivores ayant une étiquette Energie F ou G. Au-delà de leurs conséquences néfastes sur l'environnement, ces passoires énergétiques dégradent la situation financière, sanitaire et sociale des ménages qui les occupent, parmi lesquels on compte 2,3 millions de ménages modestes. Ces derniers représentent ainsi près de la moitié des 5,8 millions de ménages en situation de précarité énergétique selon les indicateurs de l'Observatoire National de la Précarité Énergétique (1) et malgré les aides reçues sous forme de chèque énergie. Pour beaucoup, ils se retrouvent piégés dans ces passoires énergétiques, faute de moyens suffisants pour les rénover ou déménager.

Une crise qui va s'éterniser

Si rien n'est fait, cette réalité sociale alarmante risque de s'aggraver : la crise énergétique mondiale à laquelle notre pays est confronté – augmentation de la demande, difficultés d'approvisionnements et hausse des prix – va avoir des répercussions pendant plusieurs années, aggravant toujours plus les restrictions volontaires ou privations que mettent en place les familles en précarité énergétique pour limiter les montants de factures. Ces privations augmentent très fortement les risques liés à la santé des habitants les plus modestes de ces logements sous-chauffés. Pour un grand nombre de français aux revenus moyens, déjà sur le fil chaque mois pour payer leurs factures, la hausse vertigineuse des prix de l'énergie va inéluctablement les faire basculer dans la précarité énergétique. Déjà en 2021, le nombre de coupures pour impayés s'établit au niveau record de 785 000, ce qui laisse présager du pire pour 2022.

Un « Bouclier Energie »

Le gouvernement a mis en place le « **bouclier tarifaire** » contre la hausse des prix de l'énergie, soit le gel des tarifs du gaz et une hausse limitée des tarifs de l'électricité pour 2022. Ce n'est pas suffisant. Une autre solution à terme est urgente pour protéger les habitants et les entreprises face à la réduction des factures d'énergie dans le logement. C'est le projet de l'initiative **Rénovons 2020** qui permettrait de diminuer les factures d'énergies de quatre à six fois leurs montants actuels, la création de dizaines de milliers d'emplois et la préservation de filières industrielles en France : tout cela est possible si les forces politiques s'engagent toutes résolument dans le soutien massif et de longue durée aux rénovations globales et performantes des logements des Français.

Selon le scénario de l'initiative **Rénovons 2020**, la rénovation des 7 millions de passoires énergétiques en France dans les dix prochaines années permettrait de faire économiser plus de 10 milliards d'euros par an aux Français sur leurs factures de chauffage, soit près de 1100 euros par foyer/ an. Pour la France, cela permettrait de réduire de plus de 2 milliards d'euros / an le déficit commercial énergétique ; soit autant d'argent supplémentaire à consacrer à la rénovation performante des logements.

Pour Héléne Macela-Gouvin, Vice-Présidente de la stratégie Schneider Electric France, partenaire du projet, « *Nous soutenons le Bouclier Énergie pour accélérer le rythme des rénovations en France. Les bénéfices de la rénovation énergétique sont multiples en termes de santé, de bien-être dans le logement et d'emplois. Il n'y a plus une minute à perdre pour agir !* »

Pour Frédéric Utzmann, Président du Groupe Effy : « *Le Bouclier Energie permet l'accélération de la rénovation énergétique des logements qui est le seul bouclier permettant de protéger le pouvoir d'achat des Français et d'assurer notre indépendance énergétique.* »

L'économie française a besoin de rénovations

Du côté des entreprises françaises qui fabriquent les matériaux indispensables, des filières de rénovation des logements en France et des centaines de milliers d'artisans, les espoirs sont les mêmes : que le prochain quinquennat soit celui de la rénovation performante des bâtiments et particulièrement des logements.

Rénover les passoires énergétiques en 10 ans permettrait de créer près de 100 000 emplois supplémentaires, et rénover tous les bâtiments d'ici à 2050 permettrait, selon le WWF, de créer près de 300 000 emplois.

Les métiers de l'artisanat du bâtiment sont indispensables pour réaliser ce chantier titanesque et incontournable, il faut collectivement redoubler d'effort pour encourager, attirer, former et accompagner celles et ceux qui seront les rénovateurs de notre pays dans les prochaines années. Sans eux rien ne se fera.

Cette période de crise énergétique profonde que nous traversons nous oblige à la plus grande responsabilité. Les questions que doivent se poser celles et ceux qui prétendent aux plus hautes responsabilités politiques ne sont pas en priorité celles de la diversification et de l'augmentation de nos sources d'approvisionnement énergétiques, mais comment réduire la demande en énergie des habitants et des entreprises en France pour les libérer de la dépendance énergétique et de la précarité énergétique.

(1) Communiqué de Presse de l'ONPE du 14/06/2016. Premiers résultats de l'ADEME et du CSTB basés sur la dernière Enquête Nationale Logement 2013

Membres de l'Initiative **Rénovons 2020** Fondation Abbé Pierre – Secours Catholique Caritas France – Fondation Schneider Electric et Schneider Electric – Fédération SOLIHA Solidaires pour l'Habitat – Le Groupe Effy – CLER Réseau pour la Transition Énergétique – Réseau Action Climat France.



Connexion

Soyez le premier à commenter !

B I U G L I N [+]

0 COMMENTAIRES

DERNIERS ARTICLES PUBLIÉS



Un Français sur deux croit aux thèses de Poutine



David contre Goliath : ces 30 opérateurs de drones qui ont arrêté l'invasion de Kiev



Assurer le fret dans un monde en crise



Comment l'Ukraine utilise la reconnaissance faciale sur le champ de bataille



La solution aux crises de l'eau se trouverait-elle sous nos pieds ?



Changement climatique : les territoires se bougent



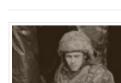
Des trains de déportés ukrainiens seraient envoyés dans des « camps de filtration » en Russie



La justice russe condamne Facebook et Instagram pour extrémisme



La guerre en Ukraine risque de mettre hors de portée les objectifs mondiaux en matière de climat



Le temps est hors de ses gonds

En cette période de crise, vous avez votre mot à dire

Soumettez un article à la rédaction de UP'

— Comment proposer un article ?

Chaque texte proposé fait l'objet d'une lecture collective par le comité de rédaction qui se réserve le droit d'en vérifier les informations et de le publier. UP' Magazine apporte un soin particulier à l'édition des textes ; le comité et le secrétariat de rédaction peuvent être amenés à demander des compléments, à proposer des reformulations ou des précisions. Le titre, le chapeau de l'article ainsi que les intertitres sont écrits par la rédaction. L'illustration principale est définie par UP'.

Les articles proposés présentent une réflexion originale sur une question permettant d'éclairer la situation actuelle. Les contenus doivent être informés et scrupuleusement vérifiés ; les sources doivent être identifiées de préférence par des liens. Ils ont vocation à s'adresser à un public non spécialiste, en évitant les développements trop techniques, et à ne pas se cantonner aux débats de spécialistes.

La longueur souhaitée des articles va de 5000 à 15000 caractères.

Chaque nouvel auteur fournit une brève note biographique ainsi qu'une photographie.

Proposer un article

ARTICLE PRÉCÉDENT

Le plastique recyclé, une matière première précieuse à valoriser

Derniers articles de Transition écologique et énergétique



Le plastique recyclé, une matière première précieuse à valoriser
Nous sommes le 18 mars, Journée mondiale du recyclage. Depuis plusieurs années



Banques, les junkies du pétrole
Malgré toutes les promesses, les engagements de verdissement, l'état de l'opinion publique



Combien coûterait la transformation de l'économie mondiale pour atteindre le « zéro carbone » ?

Atteindre des émissions climatiques nettes nulles d'ici 2050 nécessitera une « transformation fondamentale



Bill Gates avance sur la construction de sa centrale nucléaire nouvelle génération

TerraPower, soutenue par le fondateur de Microsoft, Bill Gates, choisit le Wyoming



Éolien et biodiversité : l'équation impossible ?

Développer l'éolien pour contrer le changement climatique, sans pour autant mettre en